

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, Hosni Moubarak, Président de la République arabe d'Egypte, José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations unies, et Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes, sur le bilan du Sommet de fondation de l'Union pour la Méditerranée, à Paris le 13 juillet 2008.

LE PRESIDENT - Mesdames et Messieurs,

C'est une grande satisfaction pour le secrétaire général des Nations Unies, le Président MOUBARAK, le Président BARROSO et le ministre des Affaires étrangères de la France, Bernard KOUCHNER de vous annoncer que ce premier sommet de l'Union pour la Méditerranée s'est terminé, qu'il a pu adopter une délibération à l'unanimité. C'était déjà un pari extraordinaire que de réunir, dans la même salle, tous les pays européens et tous les pays de la Méditerranée. Je pense à la rive sud, bien sûr. C'était extraordinaire d'imaginer les pays arabes de la Méditerranée représentés au plus haut niveau de leurs dirigeants, avec le Premier ministre israélien.

La discussion a été extrêmement riche et nous avons donc décidé que l'Union pour la Méditerranée tiendrait un sommet tous les deux ans, aurait donc une coprésidence qui a été confié au Président égyptien, M. MOUBARAK et à la France, que les ministres des Affaires étrangères se réuniront tous les ans. Il y a deux nouveautés dans ce processus : d'abord une volonté d'égalité entre le nord et le sud et, deuxièmement, une volonté de se retrouver autour de projets concrets.

Le sommet a décidé de six projets. Le premier concerne la dépollution de la Méditerranée, pour en faire la mer la plus propre du monde. Le second concerne les autoroutes de la mer et les autoroutes terrestres. Il est lié d'ailleurs au premier sujet et consistera à faire monter le maximum de containers sur les bateaux pour éviter le maximum de camions. Le troisième projet, c'est de travailler ensemble à la définition d'un programme commun de protection civile pour la prévention des catastrophes. Le quatrième projet, c'est l'instauration d'un plan solaire méditerranéen, tous les pays étant convenus que l'énergie est un sujet absolument majeur. Le cinquième projet, c'est la création d'une université euroméditerranéenne et d'un projet ERASMUS de circulation de l'ensemble des étudiants de la Méditerranée. Le sixième projet, c'est l'initiative méditerranéenne de développement des entreprises.

La suite des événements sera la suivante : au mois de novembre, les ministres des Affaires étrangères se réuniront pour trancher, pour annoncer le lieu du secrétariat, la composition du

secrétariat, puisque nous avons décidé que l'Union pour la Méditerranée serait dotée d'un secrétariat. D'ici là, nous allons travailler sur les financements. Toutes les institutions s'engageront autour de ce financement, notamment la Banque européenne, tous les Etats, et nous ferons un certain nombre de propositions pour le financement des projets, un peu comme lorsqu'on a construit les institutions européennes. Le Traité de Rome a fixé les principes et dans les mois et les années qui ont suivi, on a progressivement réglé les problèmes d'institutions, de structures et de financement. Vous verrez le détail de la déclaration. Tout le monde l'a acceptée. Je tiens à préciser que la Ligue arabe sera invitée permanent des sommets et je remercie d'ailleurs M. MOUSSA de l'accord qu'il a bien voulu donner à la déclaration que le sommet a adoptée.

Mesdames et Messieurs, les faits parlent d'eux-mêmes et les images sont suffisamment révélatrices. Pendant 4 heures, tout le monde a parlé, a discuté et s'est mis d'accord. Inutile de vous dire que c'est pour moi un moment extrêmement émouvant, très important. Nous en avons rêvé : l'Union pour la Méditerranée est maintenant une réalité.

Président MOUBARAK.

M. HOSNI MOUBARAK - Je remercie mon cher ami, le Président SARKOZY, pour ses bonnes paroles. Je voudrais également remercier le peuple français et le congratuler à l'occasion du 14 juillet, la fête de la révolution française. J'étais particulièrement heureux de participer aujourd'hui au premier sommet de l'Union pour la Méditerranée. Ce sommet qui a connu des débats très intenses, très fructueux et très positifs. Ceci reflète l'importance qu'allouent toutes les parties concernées à l'Union pour la Méditerranée, à ce que représente cette Union pour la Méditerranée comme plus-value dans la coopération et pour la coopération entre l'Europe et la Méditerranée. Ceci est l'aboutissement de toutes les démarches effectuées par le Président SARKOZY depuis sa campagne électorale et depuis qu'il est à la tête de l'Etat français auprès de ses partenaires dans la région. La Méditerranée a été le berceau des civilisations et le creuset de plusieurs cultures et plusieurs civilisations et qui a connu l'importance de l'interaction de ces cultures et de ces civilisations. Nous avons des intérêts communs, nous avons des liens communs. Notre sécurité est liée, la sécurité de la Méditerranée et celle de l'Europe. Nous avons été toujours conscients de ces réalités. Nous avons toujours cherché à mettre en place les cadres nécessaires, justement pour vivre cette Méditerranée. Rappelez-vous en 1994, l'Egypte et la France ont pensé le forum de la Méditerranée qui a précédé le processus de Barcelone, ce processus qui a été plus ambitieux et qui a ouvert une nouvelle page dans la coopération euro-méditerranéenne. Je voudrais, encore une fois, féliciter Monsieur le Président SARKOZY. Je voudrais lui dire à quel point j'étais très heureux de coprésider ce premier sommet avec lui et de coprésider l'Union pour la Méditerranée. J'espère, je suis certain que cette Union, cette initiative sera fructueuse et heureuse. Nous avons pu faire des pas géants sur cette voie, la voie de la coopération entre l'Europe et la Méditerranée. Ceci étant dit, nous sommes certains qu'une nouvelle page, de nouvelles pages dans cette coopération s'ouvriront qui pourront aboutir et nous mener vers plus de paix et plus de stabilité.

Encore une fois, merci Monsieur le Président.

LE PRESIDENT - Monsieur le Président BARROSO.

M. JOSE MANUEL BARROSO - Les Présidents SARKOZY et MOUBARAK vous ont déjà présenté les résultats de ce sommet. Permettez-moi, tout d'abord, de le saluer très fortement et ceci avec un peu d'émotion. Je sais qu'il y avait des doutes sur ce grand projet. La détermination du Président SARKOZY, c'est grâce à lui, c'est grâce à la France que nous pouvons dire qu'aujourd'hui la Méditerranée est à nouveau au centre de la géopolitique européenne. Je tiens aussi à remercier les leaderships et la persévérance du Président MOUBARAK, qui a toujours été un promoteur du dialogue politique comme auteur de rapprochement dans une région où les conflits sont, hélas, nombreux.

Ce sommet a scellé symboliquement entre nous tous un pacte de coresponsabilité pour une union de projets concrets mais une union qui vise, à travers des projets concrets, à être une véritable union entre les peuples, entre les citoyens des deux côtés de la Méditerranée. Notre Union pour

la Méditerranée va tisser des liens encore plus étroits entre les personnes et les peuples. La Commission européenne y participera avec engagement et détermination. Je l'ai dit, à maintes reprises, la Méditerranée est, sans doute, une région critique pour l'avenir de l'Europe mais elle est aussi très prometteuse si les ponts que nous essayons aujourd'hui de poser ne sont pas balayés par l'instabilité ou par l'indifférence. Sur la base de cet acquis, il nous faut, à présent, la volonté politique de tous ses participants pour avancer ensemble, ensemble dans la résolution des conflits et tout d'abord au Proche-Orient, ensemble pour oser une vraie intégration régionale, ensemble pour réduire les écarts de prospérité et attirer davantage les acteurs économiques des deux rivages vers nos coopérations pour le commerce, pour l'investissement. Quand on regarde la jeunesse, surtout de l'autre côté de la Méditerranée, on voit que la Méditerranée peut avoir un grand avenir parce que, dans une large mesure, l'Europe est de l'autre côté de la Méditerranée. Nous avons des qualités et des atouts complémentaires. Donc, je dois vous dire, au nom de la Commission européenne que je crois à l'avenir de cette coopération. Aujourd'hui, ici, en France, on en a donné une contribution historique et je mesure bien les mots : historique pour l'avenir de l'Europe et pour l'avenir de la Méditerranée.

LE PRESIDENT - Je précise qu'en France cela ne se fait pas que les journalistes applaudissent, on n'est pas habitués.

Mesdames et Messieurs, si vous avez quelques questions. Malheureusement, nous sommes tenus par un horaire et j'en suis vraiment désolé. Il y a le dîner des chefs d'État et de gouvernement où nous devons nous rendre très bientôt donc nous ne pouvons prendre que quelques questions.

QUESTION - Monsieur le Président, hier il y avait des annonces géostratégiques avec la rencontre Liban/Syrie. Ce matin il y a eu le dialogue israélo-palestinien. Est-ce que l'on peut vous demander quelle est la dialectique sarkozienne si on peut utiliser ce terme pour accommoder les aspects géostratégiques et les aspects économiques de ce sommet. Est-ce que c'est que de l'économie ou est-ce que c'est à la fois de l'économie et de la géostratégie ?

LE PRESIDENT - C'est de la politique mise au service de projets concrets. Il n'y a pas que moi. On a travaillé avec le Président MOUBARAK, avec le Président BARROSO mais on a veillé également à ce que le Président du Parlement européen, Président des Parlements de la Méditerranée soit invité. La présence du Secrétaire général Ban KI-MOON était un gage extrêmement important. Et puis, vous savez, c'est surtout les protagonistes qui ont fait des efforts. Moi, je me suis contenté d'adresser une invitation au Président Bachar AL-ASSAD. Je crois qu'aujourd'hui chacun comprend pourquoi c'était important. Ensuite, les dirigeants arabes qui étaient là, au premier rang desquels le Président MOUBARAK, sont des hommes courageux de venir dans une réunion avec les Israéliens à la même table. Il est vrai que l'Égypte a fait la paix. Chacun a fait preuve de courage, chacun a bien voulu s'ouvrir aux autres. Je le dis devant M. MOUSSA, le Secrétaire général de la Ligue arabe, tout le monde a fait un effort. Nous, nous pensons qu'il faut davantage de courage pour faire la paix que pour faire la guerre. Nous, nous pensons que la paix est indispensable mais tous ces pays ont besoin d'éducation de développement, d'énergie nouvelle. Il n'y a pas de fatalité que l'on s'entretue sur la Méditerranée et que l'on se déteste. Finalement, il fallait quelqu'un qui prenne des risques et puis le cercle vertueux s'engage. C'est toujours pareil, quel est le problème au Proche-Orient et au Moyen-Orient ? C'est très simple, c'est un manque de confiance. Comme il n'y a pas de confiance, personne ne s'engage. On attend toujours que l'autre s'engage et avec cela, on attend depuis 50 ans. Moi, je pense qu'il faut s'engager d'abord, qu'il faut faire confiance, quitte parfois à être déçu et alors, qu'est ce que cela peut faire d'être déçu si on est déçu au service d'une action pour la paix ? Moi, je préfère être déçu en ayant tenté quelque chose plutôt qu'être certain d'être déçu en ayant rien tenté, en se contenant de dire que c'est compliqué, que c'est difficile. Je veux rendre d'ailleurs hommage à mon ami Bernard KOUCHNER qui a été une aide extrêmement précieuse et un partenaire parce qu'il y a cru. Et puis, après, c'est facile parce que le Président BARROSO a engagé toute la Commission sans se demander si cela mettait en cause ces prérogatives : plus ou moins que Barcelone. Il a fait confiance et, à l'arrivée, nous sommes tous gagnants. Le Président MOUBARAK qui est le Président d'un pays de 72 millions d'habitants qui a, quand même, une grande expérience, lui aussi, ce n'était pas si simple de faire confiance à un

a, quand même, une grande expérience, lui aussi, ce n'était pas si simple de faire confiance à un jeune Président. Je lui en avais parlé d'ailleurs -il peut porter témoignage- avant d'être élu 80 millions d'habitants... et, lui aussi, le Président MOUBARAK a fait confiance. Je lui en avais parlé 15 jours avant mon élection, alors qu'il était à Marigny en lui disant que si l'on arrivait à faire cela, j'avais envie de le faire avec lui. Et puis le Président BOUTEFLIKA qui est ici, ce n'était pas si évident et je veux dire également que j'ai apprécié les déclarations du Président Bachar ALASSAD et puis Tzipi LIVNI, Ehud OLMERT, ils étaient là aussi. Je pense que chacun a fait un effort et puis vous savez, pour nous les Européens, voir les pays du Nord de l'Europe, voir l'Autriche aussi mobilisée dans le développement de la Méditerranée, voir la Suède dire : « quand on sera Président de l'Union on poursuivra parce que c'est important pour tous ceux qui aiment la Méditerranée et qui veulent la paix », c'est considérable. Moi, je me souviens des premières discussions y compris avec nos amis allemands pour convaincre que c'était nécessaire. Je veux d'ailleurs dire que la Chancelière Angela MERKEL a, en tous points, été une partenaire, une amie décisive mais je veux également saluer M. ZAPATERO qui aurait pu dire : « écoutez Barcelone, on n'y touche pas, c'est l'Espagne ». Qu'est-ce qu'il a dit ? Il a dit d'une manière extrêmement courageuse et d'une grande hauteur de vue : « l'Union pour la Méditerranée cela va aller plus loin que Barcelone, on est pour et on s'engage totalement », c'est formidable. Chacun a fait un effort et puis on avait bien conscience quand on étaient tous dans la salle que ce n'était déjà pas rien et puis quand, après 4 heures sur notre coprésidence, personne ne s'était levé pour partir, beaucoup de gens s'étaient levés mais pas pour des raisons désagréables, on s'est dit : dans le fond voilà, pendant 4 heures, à Paris, on étaient tous là, le secrétaire général des Nations Unies, tous là, il n'y a pas eu d'éclats de voix. Il y a eu des désaccords, il y a eu des négociations mais on est tous là. Alors, si c'est possible pendant 4 heures, si on a pu se mettre d'accord sur tous ces projets, on va continuer, on va aller plus loin. C'est une grande initiative qui est née, il appartiendra maintenant de la développer, d'aller encore plus loin.

QUESTION - Monsieur le Président, on sait bien que sans financement, il n'y a pas de projet donc vous avez discuté peut-être de ceci avec l'Emir du Qatar qui préside actuellement les pays du Golfe qui ont quand même des sources de financement considérables. Est-ce que vous attendez un effort des pays du Golfe pour faire avancer les projets en Méditerranée ?

LE PRESIDENT - D'abord, la présence de l'Emir du Qatar, ce n'est pas simplement la présence d'un pays riche et d'un homme riche. C'est un homme qui a joué un grand rôle : les accords de Doha entre Libanais, entre toutes les parties libanaises. C'est donc un hommage que nous devons rendre à la diplomatie des Qataris, à l'Emir et à son Premier ministre. Vous savez, je ne pense pas que c'est l'argent qui manque. Ce qui manque, c'est la paix, c'est la sécurité. Il y a un marché fantastique. Le Sud de la Méditerranée c'est 272 millions de consommateurs qui ont besoin de tout. Il y a le secteur privé, il y a la société civile, il y a les institutions internationales, il y a beaucoup d'argent dans le processus de Barcelone. La Commission dispose de beaucoup d'argent mais ce qui manque, c'est la confiance, c'est la volonté autour de certains projets et on va associer les entreprises. Le plan solaire on va y associer des entreprises et des chercheurs. Le Président libanais a proposé de créer un centre de recherches méditerranéen au Liban notamment sur la recherche dans l'énergie solaire et pourquoi pas ? Les Slovènes ont proposé d'être le réceptacle de l'Université euro-méditerranéenne. Les initiatives sont absolument multiples. Je suis persuadé que les moyens -on va y travailler maintenant- on les a beaucoup plus que l'on l'imagine.

M. HOSNI MOUBARAK - Le problème n'est pas un problème de financement. Le financement est disponible dans plusieurs pays et dans plusieurs endroits. Ce qu'il faut, c'est la confiance, la confiance et l'investissement. L'investissement est encouragé par la stabilité. La stabilité va encourager les investissements et va drainer les financements nécessaires. Voilà ce qu'il faut faire maintenant. La stabilité.

QUESTION - Au Président MOUBARAK. Il y a certains cercles arabes qui ont exprimé des réserves sur l'Union pour la Méditerranée la présentant comme la voie ouverte à la normalisation des relations avec l'Israël et donc il y a des questionnements autour de cette Union au sujet de l'aide apportée aux pays du Sud de la Méditerranée.

M. MOUBARAK - Moi, j'ai bien sûr évoqué cette question. J'ai bien sûr dit qu'Israël est un pays du pourtour méditerranéen. Israël est partie prenante du processus de Barcelone. Ecoutez, qu'est-ce qui a changé ? Rien n'a changé. Nous avons des relations avec Israël, la Jordanie a des relations avec Israël et bien sûr, d'autres pays sont prêts maintenant à avoir des relations avec Israël. Où est le problème ? Ecoutez, rien n'a changé. Tout est pareil comme dans le processus de Barcelone. L'identité n'a pas changé. L'identité du projet elle-même est toujours la même, l'identité arabe est toujours l'identité arabe. Rien n'a changé. Ecoutez, la partie qui a besoin de nouer des relations rien ne l'empêche vers ces relations. Tous les pays, quand même, visent, un jour ou l'autre, à avoir des relations avec Israël. Ecoutez, encore une fois, où est le problème ? Barcelone est là, le processus de Barcelone regroupe les pays arabes et Israël. On parle de normalisation, qu'Israël va imposer sa volonté, sa façon de normaliser ses relations, etc.

QUESTION - Monsieur le Président, il est dit que M. ASSAD n'aurait pas écouté le discours de M. OLMERT, qu'il se serait levé. Est-ce que vous confirmez cette information et, si oui, qu'est-ce que cela signifie ?

LE PRESIDENT - Franchement, vous me prenez totalement au dépourvu. M. ASSAD a été très présent tout au long de l'après-midi. Personne n'a fait d'incident ou quo que ce soit. Franchement, je ne sais pas qui a dit cela, mais il devait avoir des arrière-pensées, celui qui a dit cela.

M. HOSNI MOUBARAK- Il n'y a pas de problème à ce que quelqu'un assiste à toutes les réunions du début jusqu'à la fin. Si M. ASSAD a, par exemple, des pourparlers, il a des choses à faire à l'extérieur de la salle de la plénière, alors, où est le problème ? Si vraiment on a besoin de lire le discours d'une telle ou telle personnalité, eh bien, on est toujours capable, il y a toujours moyen de le faire. M. Mahmoud ABBAS n'était pas là au moment où M. OLMERT a prononcé son discours.

QUESTION - Quel est votre sentiment des résultats de ce sommet grosso modo et vos prévisions quant au Proche-Orient, à la solution de paix au Proche-Orient ?

LE PRESIDENT - Les objectifs du sommet étaient d'abord qu'il y ait un maximum de participation pour juger si c'est un succès ou pas. La participation est incontestablement un succès. Deuxième critère, est-ce que l'on est capable de se mettre d'accord sur une déclaration commune ? Il y a une déclaration commune. Ensuite, troisième critère, il y a-t-il des projets concrets ? Il y a des projets concrets. Quatrième critère, il y a-t-il eu des incidents ? Il n'y a pas eu d'incident. Sur ces quatre premiers critères, il me semble que l'on peut dire que c'est un succès. Maintenant, le Président MOUBARAK et moi-même savons parfaitement, avec le Président BARROSO et Bernard KOUCHNER, qu'il y a encore beaucoup de travail, qu'il faut maintenant se mettre d'accord sur la localisation du Secrétariat général, la nationalité du titulaire, le lieu du prochain sommet, les financements des projets. Mais c'est cela qui est passionnant. On a du pain sur la planche, mais aujourd'hui, la voie, elle est ouverte et cela personne ne peut nous le retirer.

C'est ce que l'on avait rêvé et ce rêve devient une réalité.

Je vous remercie.

QUESTION - A propos de la présence des autorités marocaines.

LE PRESIDENT - Attendez, je suis désolé, il ne manque absolument pas le Maroc. Absolument pas. Le Maroc était représenté par le frère du Roi du Maroc, ce qui, en termes de représentation, est un signal tout à fait déterminant et par le ministre des Affaires étrangères marocain. Donc, dire que le Maroc n'était pas représenté, alors que le propre frère du Roi était là, qu'il m'a remis une lettre de Sa Majesté Mohammed VI, que dans cette lettre qui a été publiée, le Roi du Maroc redit son soutien enthousiaste au processus et que le ministre des Affaires étrangères marocain était à la table aux côtés du frère du Roi du Maroc, dire que le Maroc n'était pas représenté est une curieuse façon de concevoir la représentation du Maroc. Je vous remercie.